

**Séance ordinaire du
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES.

Absents / Excusés :

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

**Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Rapport Annuel du
Délégué (RAD) - Exercice 2021 - Examen**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018. Un avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier).

En 2021, deux avenants ont été approuvés :

- L'avenant n°4 pour mettre en conformité le contrat de délégation de service public avec le nouveau cadre juridique issu de l'ordonnance n°V2020-773 et du décret n°V2020-775 du 24 juin 2020, dans un objectif d'amélioration du service public. La Collectivité a adhéré au Système d'Information National des Fourrières Automobiles, actant la suppression des frais d'expertise au profit d'un classement automatisé des véhicules ;
- L'avenant n°5 afin de prendre en compte les modalités d'organisation pour le gardiennage des engins motorisés saisis dans le cadre de la lutte contre les rodéos motorisés.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégué produit, avant le 1^{er} juin de chaque année, à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une

analyse de la qualité du service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ce rapport annuel du délégataire doit être examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, conformément à l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, conformément aux articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Fourrière Automobile portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Municipal par délibération du 28 juin 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur ASLANIAN, en date du 10 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Madame Fanny DOMBRE-COSTE en date du 1^{er} décembre 2022.

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'enlèvement, sur le territoire de la Ville de Montpellier, aux fins de mise en fourrière, de gardiennage et de restitution des véhicules, conformément aux prescriptions du Code de la route.

Le délégataire agit à la demande de la Ville de Montpellier après prescription d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions.

Le délégataire perçoit directement auprès des propriétaires ou conducteurs qui retireront leurs véhicules, le paiement des frais occasionnés par la mise en fourrière dans le respect des tarifs fixés par arrêté interministériel. En cas de revalorisation, ces tarifs sont validés par le Conseil municipal.

Dans le cadre de cette délégation, en complément d'activité, la Ville de Montpellier a souhaité la mise en place d'une prestation d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage (VHU) auprès des particuliers.

La délégation s'étend du 01/01/2018 au 31/12/2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2021 porte donc sur la 4^{ème} année de délégation.

II) Présentation, analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

1/ Enlèvements de véhicules :

En 2021, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 7 834. Il est à noter que 39 interventions ont été annulées avant l'arrivée du camion du délégataire sur le lieu prévu de l'enlèvement.

L'activité Fourrière se compose de :

- 7 307 véhicules entrés en fourrière sur réquisition des autorités de police ;
- 395 véhicules restitués sur le lieu d'intervention ;
- 93 véhicules ayant fait l'objet d'un déplacement technique.

Soit au total 7 795 intervention en 2021 :

- 1 747 véhicules pour la police nationale (22%) ;
- 6 048 véhicules pour la police municipale (78 %).

Le taux d'efficacité d'EGS Montpellier (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totale) s'élève à 99,5 %.

2/ Sorties de véhicules :

En 2021, les sorties de véhicules se répartissent ainsi, compte tenu également du stock existant sur l'exercice précédent :

- 5 313 enlèvements de véhicules facturés à leur propriétaire ;
- 2 585 véhicules mis en destruction ;
- 28 véhicules vendus par les Domaines.

Conformément à l'article 50 du contrat, il est prévu une prise en compte des annulations de procédure émanant des autorités de police compétentes. Pour l'année 2021, 29 procédures ont été concernées.

3/ Service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage :

Afin d'améliorer la gestion en amont des véhicules épaves ou en voie d'épavisation sur le territoire de la commune, il est mis en place un service gratuit d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage (VHU). Sur demande des propriétaires des véhicules, le délégataire prend en charge l'enlèvement, la destruction physique et administrative.

Ce service a concerné 83 véhicules pour l'année 2021.

B/ Principaux moyens mis en œuvre :

1 / Les terrains et locaux :

Deux terrains et des locaux sont mis à disposition par la Ville pour l'activité fourrière :

- Un Site principal sis 1945 Avenue de Toulouse, d'une superficie totale de 6970 m² qui se compose de :
 - o 5 540 m² de parking et surface ouverte de stockage, dont un parking accueil usagers ;
 - o 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage ;
 - o 97 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le délégataire.

Ce site comprend également des bureaux contigus à ceux du délégataire réservé à l'unité fourrière de la Police Municipale. Cet agencement facilite la gestion de l'activité fourrière du fait de la complémentarité des deux activités administratives et opérationnelles.

Un avenant n°3 du contrat DSP a permis l'extension de ce site, avec la mise à disposition d'un terrain avec hangar sis 30 chemin de Poutingon, d'une superficie de 1 834 m², à compter d'avril 2021.

- Un terrain de stockage annexe, sis 280 chemin de Poutigon est réservé principalement aux véhicules de type « *judiciaires* » et « *volés* ».

La Fourrière automobile est desservie par les transports en commun, bus et ligne de tramway « *arrêt Sabines* ».

Les heures d'ouverture au public sont les suivants :

- Du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30 ;
- Le samedi de 09h30 à 16h00.

2 / L'effectif :

Au 31 décembre 2021, les effectifs s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 chef de parc (adjoint du responsable d'exploitation), 2 personnel d'accueil et 7 chauffeurs.

3/ Véhicules d'enlèvement :

Le parc de véhicules est constitué de 9 véhicules de remorquage : un camion plateau, sept véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m³ pour l'enlèvement des deux roues.

En complément, le délégataire dispose d'un véhicule élévateur afin d'assurer la gestion du site.

L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires.

C/ La qualité du service public

Le site de la fourrière offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale depuis 2013.

La certification Qualiville (AFNOR) pour le guichet police municipale a été reconduite.

D) La grille tarifaire :

Les tarifs au 31 décembre 2021 sont les suivants :

| Catégories de Véhicules | Opérations préalables | Enlèvements | Garde journalière |
|--|-----------------------|-------------|-------------------|
| Véhicules Poids Lourds 3,5 t ≤ PTAC ≤ 7,5 t | 22,90 € | 122,00 € | 9,20 € |
| Voitures particulières | 15,20 € | 121,27 € | 6,42 € |
| Autres véhicules immatriculés Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadracycles à moteur non soumis à réception | 7,60 € | 45,70 € | 3,00 € |

Dans le cadre de l'adhésion de la Ville au système d'information national des fourrières automobiles sous l'autorité et le contrôle du ministre chargé de la sécurité routière, le passage de l'expert en automobile initialement prévu à partir du 3^{ème} jour est supprimé. Il est remplacé par un classement automatisé des véhicules en deux catégories : véhicules à remettre pour vente par les domaines ou véhicules à détruire. Par conséquent, les frais d'expertise sont supprimés de la grille tarifaire.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2021, le rapport annuel du délégataire présente un résultat net bénéficiaire de 242 K€, alors que le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait un résultat bénéficiaire de 14 K€, soit un écart de 228 K€ qui s'explique notamment par une hausse du cours de la ferraille sur cet exercice.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1 391 K€ soit une augmentation de 17 % par rapport au prévisionnel contractuel et de 37 % par rapport à l'exercice 2020. Les produits d'exploitation se composent notamment d'enlèvements et d'opérations préalables pour 34 % (466 K€), des ventes de ferraille pour 35 % (489 K€), de gardiennage pour 12 % (163 K€), des judiciaires pour 12 % (165 K€) et de facturations de terrain privé pour 6 % (83 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 163 K€ soit une augmentation de 82 K€ (8 %) par rapport à l'exercice 2020. Elles se composent notamment des charges de personnel pour 53 % (617 K€), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 8,6 % (100 K€), des frais et charges de gestion pour 12,6% (146 K€), des amortissements pour 12,9 % (150 K€) et des frais de structure pour 7 % (81 K€).

La redevance d'exploitation partie fixe 2021 perçue par la Ville s'élève à 100 K€.

Le calcul de la redevance d'exploitation partie variable a été modifié, par avenant 4 du contrat DSP, à partir de l'exercice 2021. Cette part variable est égale à 30 % des produits d'exploitation réalisés par le délégataire sur les opérations effectuées à partir de 1 190 001 €/an de produits d'exploitation, si et seulement si le seuil des 8 500 réquisitions est dépassé.

Le deuxième seuil de déclenchement n'étant pas atteint, aucune part variable de la redevance d'exploitation n'est due par le délégataire pour l'exercice 2021.

La politique d'entretien et de renouvellement a été portée à 210 K€ sur la durée du contrat avec une clause d'engagement financier de reversement à la Ville en cas de non utilisation. Au terme du 4^{ème} exercice, le délégataire a utilisé 76 K€.

Conformément au contrat, le délégataire a dépensé 858 K€ en investissement dont 649 K€ en matériel de transport et 144 K€ en agencements (racks de stockage et installation second terrain), constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation.

IV) Conclusion et perspectives

L'avenant structurel de 2020 a permis de rééquilibrer le contrat de DSP. L'année 2021 permet d'afficher pour la première fois en quatre ans de contrat, un résultat bénéficiaire.

Les résultats cumulés de la société dédiée restent négatifs, toutefois cette structure est portée par un groupe national important présentant une solidité financière avérée.

La qualité des informations comptables et financières transmises par le délégataire est en nette amélioration. Le service rendu aux usagers est satisfaisant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif à l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 décembre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport d'activité DSP Fourrière.PDF
- Annexe - Listing 2021 Annulations Procédures Article 50.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221216-211492-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/22
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.